OLIVIER CHRISTIN

MÉMOIRE INSCRITE, OUBLI PRESCRIT

La fin des troubles de religion en France

Que la mémoire de toutes choses passées d'une part et d'autre, depuis le commencement du mois de mai 1585 jusqu'à notre avènement à la couronne, et durant les autres troubles précédents et à l'occasion d'iceux, demeurera éteinte et assoupie, comme de chose non advenue; et ne sera loisible ni permis à nos procureurs généraux, ni autres personnes quelconques, publiques ni privées, en quelque temps, ni pour quelque occasion que ce soit, en faire mention, procès ou poursuite en aucune cours et juridiction que ce soit. Défendons à tous nos sujets de quelque état et qualité qu'ils soient d'en renouveler la mémoire, s'attaquer, injurier ni provoquer l'un et l'autre par reproche de ce qui s'est passé, pour quelque cause que ce soit, en discuter, contester, querreller ni s'outrager ou offenser de fait ou de parole¹.

L'édit de Nantes d'avril 1598 s'ouvre, on le sait, par deux articles qui semblent d'emblée attribuer à la double injonction d'amnésie et d'amnistie une place centrale dans le processus de pacification des troubles et d'établissement d'une paix durable dans le royaume. En cela, il reprend, presque au mot près, les premiers articles de l'édit de Bergerac, qui, en septembre 1577², commençait lui aussi par l'invitation ferme, inscrite dans la loi et renforcée par la mention de poursuites contre toute infraction, à l'oubli, à l'assoupissement et à l'extinction de la mémoire. À ce paradoxal devoir d'oubli du passé qu'il faut coucher par écrit dans un texte solennel³ désigné par le préambule comme «perpétuel et irrévocable»⁴, à cette amnésie volontaire qui devra être enregistrée par les parlements, à cet enfouissement du passé dont on veut établir qu'il n'a même jamais existé et qu'il est «chose non advenue», l'édit de Nantes de 1598 n'ajoute qu'une seule précision chronologique, qui vise explicitement la prise d'armes ligueuse du printemps 1585 et les longs troubles qu'elle avait initiés.

La fabrique officielle de l'oubli volontaire, le devoir d'abolition du passé comme condition de sortie des guerres et le rétablissement, par delà les partis

¹ Je cite dans l'édition de Janine GARRISSON (éd.), *L'édit de Nantes*, accompagnée d'un texte de Michel ROCARD, *L'art de la paix*, Biarritz 1997, p. 25.

² Cf. André STEGMANN, *Édits des guerres de religion*, Paris 1979.

³ Sur le paradoxe d'écrire pour oublier, voir Harald WEINRICH, *Léthé. Art et critique de l'oubli*, Paris 1999.

⁴ Marianne CARBONNIER-BURKARDT, *Les préambules des édits de pacification (1562–1598)*, dans: Michel GRANDJEAN, Bernard ROUSSEL (dir.), *Coexister dans l'intolérance. L'édit de Nantes (1598)*, Genève 1998, p. 75–92.

nobiliaires et confessionnels qui se sont affrontés, des liens nécessaires à l'amitié se retrouvent en fait bien avant ces pacifications tardives et le sacre du premier roi Bourbon, qui saura toutefois en tirer un parti sans précédent. L'injonction de silence et les clauses d'oubli parcourent ainsi nombre de paix de la fin du Moyen Âge, mais aussi tous les traités de pacification des troubles depuis l'édit d'Amboise de mars 1563, pratiquement dans les mêmes termes. L'édit de 1563 indique ainsi que le roi entend que les injures et offenses nées des troubles demeurent »éteintes, comme mortes, ensevelies et non-advenues«. La paix de Longjumeau (mars 1568), l'édit de Saint-Germain (août 1570), l'édit de Boulogne (juillet 1573), l'édit de Baulieu (mai 1576), l'édit de Bergerac (1577), la conférence de Nérac (février 1579) ou encore l'édit de juillet 1591 qui annule les édits de la Ligue évoquent tous la nécessité d'»éteindre et assoupir la mémoire des causes et origines de tant d'afflictions, pertes, ruines et autres sortes de désolations et calamités«⁵.

Éterniser les mémoires

La répétition même de ces prescriptions de la prescription, de ces rappels à l'oubli, de ces enterrements successifs du passé, qui ne doit pas être seulement révolu mais nié, atteste pourtant leur échec dans le long temps des troubles qui court du début des années 1560 à la fin des années 1590 et leur impuissance, en tout cas, à endiguer le flot des constructions affrontées de la mémoire des guerres et des violences de religion. Répéter qu'il ne peut y avoir de sortie durable des guerres sans oubli du passé et extinction des procès, poursuites et vengeances et conférer à cette exigence une place éminente dans tous les édits de pacification, c'est reconnaître *a contrario* la profondeur des ressentiments et l'ampleur des méfiances réciproques, ressentiments et méfiances qui survécurent aux fragiles périodes de paix, en étant agrégés et perpétués par des productions symboliques d'une grande efficacité.

On se contentera d'en retenir ici trois exemples, qu'il faudrait évidemment développer et dont il faudrait surtout montrer qu'ils se recouvrent en bonne part et se nourrissent mutuellement, constituant peu à peu les linéaments d'une conscience historique spécifique aux différents groupes confessionnels, avant même que les troubles ne prennent fin et que l'écriture de l'histoire des guerres ne prenne un nouveau tour. Le premier, sans aucun doute le mieux connu, est constitué des productions imprimées suscitées et diffusées par les adversaires religieux et politiques au cours des guerres afin de proposer une

⁵ La meilleure édition des pacifications est celle qui est proposée, sur Internet, par Bernard BARBICHE: <http://elec.enc.sorbonne.fr/Éditsdepacification/>.

lecture particulière des événements qui déchirent le royaume à partir des années 1550, afin d'expliquer, de justifier et donc de consolider leurs positions et leurs prises de positions, et surtout afin d'éterniser la mémoire de certains épisodes fondateurs ou de certains protagonistes au terme d'un processus de sélection à la fois précis et complexe⁶.

Il s'agit, au premier chef, des martyrologes, comme celui de Crespin, poursuivi par Simon Goulart, ou celui d'Antoine de La Roche Chandieu sur les martyrs de l'Église de Paris; des chroniques ou histoires illustrées des troubles, qui proposent une sélection non de martyrs de la foi ou de victimes des persécutions, mais de moments précis constitués en événements dignes d'être relatés, représentés et conservés en mémoire, en raison de leur caractère dramatique, comme autant de tournants dans l'histoire des troubles et comme dévoilement de la constance des vrais croyants et de la violence des persécuteurs⁷, à l'instar des «Quarante tableaux ou histoires diverses qui sont mémorables» de Tortorel et Perrissin (1569–1570) ou du «Théâtre des cruautés des hérétiques de nostre temps» de Richard Verstegan, traduit en français en 1588. Mais à côté de ces exemples, bien connus et récemment étudiés⁸, de très nombreuses autres productions textuelles ou iconographiques, manuscrites ou imprimées, attestent amplement la force des mémoires antagonistes qui se constituent alors, dans une chronologie qui paraît, de manière significative, épouser celles des pacifications et de leurs injonctions (La Roche Chandieu publie son «Histoire des persécutions et martyrs» à Lyon en 1563, par exemple): journaux et chroniques illustrés proposant à leur tour une sélection des événements significatifs des troubles de religion, «pronostications» et présages, comme ceux de Michel de Nostredame, dont Jean-Aimé de Chavigny donne, en 1594 dans son «Janus François», une interprétation presque totalement informée par le souvenir des guerres civiles; calendriers réformés, qui revêtent justement leur aspect caractéristique en 1563 avec la parution à Lyon et à Genève, sous les noms de François Estienne et François Jaquy, d'un «Kalendrier ou Almanach Historial»⁹ qui entend remplacer dans les calen-

⁶ Jacques BERCHTOLD, Marie-Madeleine FRAGONARD (dir.), *La mémoire des guerres de religion. La concurrence des genres historiques XVI^e–XVIII^e siècle* (actes du colloque international de Paris, 15–16 novembre 2002), Paris 2007.

⁷ Sur la chronologie des martyrs et des martyrologes, voir David EL KENZ, *Les Bûchers du roi: la culture protestante des martyrs*, Seyssel 1997, notamment p. 127sq., 195sq. pour les catholiques.

⁸ Frank LESTRINGANT (éd.), *Le théâtre des cruautés des hérétiques de notre temps* de Richard Verstegan [1587], Paris 1995; Philip BENEDICT, *Graphic History. The «Wars, Massacres and Troubles» of Tortorel and Perrissin*, Genève 2007.

⁹ François JAQUY, *Kalendrier ou almanach historial ou on peut cognoistre d'un à vingt ans quand il sera Pasque, Lune nouvelle, la lettre dominicale et autres choses fort requises*, Genève 1563; François ESTIENNE, *Kalendrier historial auquel avons adiousté*

driers ce qui tendait »plustot à superstition et idolâtrie qu'à édification« par »plusieurs histoires et autres choses dignes d'observer«.

Ces inscriptions sélectives des événements dans des genres écrits qui se définissent peu à peu méritent d'être décrites de manière un peu détaillée afin d'en porter au jour quelques-uns des principes et des enjeux. Pour saisir le fonctionnement et les ambitions spécifiques des chroniques illustrées, il faut comparer l'immense travail de Tortorel et Perrissin avec une œuvre en apparence plus modeste, restée manuscrite, et dont l'auteur continue d'être inconnu, le »De Tristibus Galliae« de la bibliothèque municipale de Lyon. Gabriel de Saconnay pourrait en être l'auteur, car ses ouvrages imprimés témoignent de la même violence et comportent eux aussi parfois des illustrations qui déshumanisent les protestants en les représentant comme des animaux. Mais le manuscrit paraît postérieur à son décès, et il faut donc envisager un autre auteur, comme Claude de Ruby¹⁰, ou une collaboration que rien n'indique pourtant dans l'écriture (sauf les légendes, en français, des vignettes). Si l'on s'en tient aux seules illustrations, les divergences entre mémoire protestante et mémoire ligueuse des guerres sautent aux yeux: accent spécifiquement protestant sur les années antérieures aux guerres, de manière à rappeler l'ampleur des persécutions subies par les huguenots avant la prise d'arme de 1562; insistance symétrique des catholiques sur la première guerre – et donc, à leurs yeux, sur la responsabilité des calvinistes dans le début des guerres – et poursuite, dans le »De Tristibus«, de l'association entre événement attesté, prodige surnaturel et anecdote invérifiable, qui témoigne d'une conception particulière de l'histoire, où les signes de Dieu peuvent se manifester sous des formes profondément diverses.

Périodes des troubles illustrées dans le »De Tristibus« et dans »Tortorel-Perrissin«¹¹

Période	»De Tristibus«	»Tortorel-Perrissin«
Avant les guerres	1 vignette (5,6 % total)	12 gravures (30 %)
Première guerre	8 vignettes (44,4 %)	15 gravures (37,5 %)
Paix d'Amboise	0	0
Deuxième guerre	3 vignettes (16,7 %)	4 gravures (10 %)
Paix de Longjumeau	0	0
Troisième guerre	6 (33,3 %)	9 gravures (22,5 %)

une facile déclaration du Nombre d'Or, item de l'Epacte, item de l'Indiction romaine, plus du cycle solaire, s.l. 1567.

¹⁰ Pour Yann LIGNEREUX, les écrits de Claude de Ruby font partie de ces libelles qui, à Lyon, »rendent incertain le succès de ce devoir d'oubli imposé par le souverain«, ID., *Lyon et le roi: de la »bonne ville« à l'absolutisme municipal, 1594–1654*, Seyssel 2003, p. 33.

¹¹ Je reprends ce tableau de Géraldine LAVIELLE, *Les illustrations du »De Tristibus Galliae«: la construction clandestine d'une mémoire ligueuse*, mémoire de master 1, ÉNS-LSH de Lyon, 2005–2006, p. 94.

Les années 1577–1580 dans les illustrations du »De Tristibus«

-
- III. 27: Clôture des états généraux de Blois: discours de l'orateur du clergé
 - III. 28: Clôture des états généraux de Blois: discours de l'orateur de la noblesse
 - III. 29: Clôture des états généraux de Blois: discours de l'orateur du tiers état
 - III. 30: Comparution des protestants devant Henri III
 - III. 31: Siège de Nîmes par Montmorency-Damville
 - III. 32: Édit de Poitiers
 - III. 33: Voyage de Catherine de Médicis; arrivée à Bordeaux
 - III. 34: Paix armée
 - III. 35: Tremblement de terre et orage à Buda
 - III. 36: Événement prodigieux à Paris: combat céleste
 - III. 37: Un paysan pendu et sauvé contre son gré
 - III. 38: Siège de Moirans (1580)
 - III. 39: Siège de La Mure (1580)¹²
-

Les »pronostications« sont donc aussi le lieu d'une production paradoxale de la mémoire, qui, tout en prétendant évoquer l'avenir et en délivrer les clés à ceux qui sauront les saisir, se chargent de lectures au présent et de commentaires rétrospectifs. On peut en prendre pour exemple le commentaire que donne Chavigny, trente ans après, des présages en vers de Nostradamus pour le mois de mai 1563 (»Terre trembler, tué, prodige, monstre / Captifs sans nombre, faite défaite, faire / D'aller sur mer adviendra malencontre / Fier contre fier mal fait de contrefaire«) lu, alors qu'Henri est en passe d'imprimer un tournant radical à la conquête de son royaume, comme une allusion à l'emprisonnement de »ceux qui ne veulent pas mettre le armes bas« et veulent »regimber contre l'esperon« après l'édit d'Amboise¹³.

D'autres façons de percevoir et d'organiser le temps s'avèrent toutefois plus révélatrices et plus décisives dans la formation d'un nouveau rapport historique aux guerres et dans la prise de conscience qu'il fallait sans doute en garder le souvenir, en faire le récit exact, en publier les documents véritables. Dès le tout début des années 1560, les calendriers huguenots innovent, trouvant, pour indiquer les jours et faire de leur succession l'occasion d'une méditation utile, pieuse, qui ne tend pas à superstition, des solutions jusque-là pratiquement inédites¹⁴: en regard des quantièmes, et à la place des fêtes traditionnelles des saints et des grandes dates de la liturgie catholique, sont portés des événements pris aussi bien dans l'histoire sacrée que dans l'histoire profane et notamment dans l'histoire récente de la Réforme et des

¹² Identification des deux localités de Moirans et La Mure par LAVIEILLE, *Les illustrations du »De Tristibus Galliae«* (voir n. 11), p. 146.

¹³ Bernard CHEVIGNARD, *Présages de Nostradamus. Présages en vers (1555–1567). Présages en prose (1550–1559)*, Paris 1999, p. 158–159.

¹⁴ Max ENGAMMARE, *L'ordre du temps. L'invention de la ponctualité au XVI^e siècle*, Genève 2004.

huguenots français, dont les tribulations et les souffrances sont ainsi érigées en véritables épreuves voulues par Dieu pour son nouveau peuple élu, sur le modèle d'Israël.

Deux calendriers huguenots des années 1560

F. Jaquy »Kalendrier, ou Almanach Historial« Genève 1564		François Estienne »Calendrier Historial« s.l. 1567
11/01	Éduar duc de Somerset fut décapité à Londres, 1552	id.
18/02	Le 18 mesme le vray serviteur de Dieu M. Luther mourut lan 1546	id. [sf. date du 22]
06/03	Le 6 mourut Martin Bucer, homme de grand savoir et de grand piété lan 1551	id. [sf. date du 7]
		Ajout: le 27, mourut Jean Calvin, homme de singulier savoir et grande piété, 1564
06/05	Le sixiesme Rome fut prise par Bourbon lan 1517 Le 29 Constantinople fut prise par Mahomet II, 1453	id.
06/07	Le 6 de ce mois Édouar VI Roy d'Angleterre mourut Jean Hus fut bruslé au Concile de Constance le 8 jour de ce mois, 1415, pour maintenir la vérité de l'Évangile	id.
17/08	Le 17, 1535, commença la Réformation selon la vérité de l'Évangile, en la très renommée cité de Genève	id. [sf. date du 27]
11/10	Le 11 fut le 2 ^e combat des 5 Cantons des Suisses, contre ceux de Zurich, auquel Zvingle fut tué Le 31, 1517, 101 ans après que Jean Hus fut bruslé, M. Luther commença à donner des propositions contre les indulgences du Pape en la ville de Wittenberg	id.

Dans l'édition Jaquy de 1564, chaque mois s'achève par un psaume en français, qui guide en partie la réflexion sur les événements retenus: pour le mois de juillet, où il est question de l'exécution de Jean Hus et de sa constance dans le martyre, c'est le ps. XXIX qui est choisi: »La voix du Seigneur temoigne / de quelle force il besongne / La voix du Seigneur hautaine / De hauteesse est toute pleine«. Pour le mois d'août, qui rappelle le premier passage de Calvin à Genève, c'est un autre psaume que l'on trouve en bas de la page consacrée au mois: »Tous animaux à toy vont à recours / Les yeux au

Ciel, afin que le secours / De ta bonté à repaître leur donne / Quand le besoin et le temps s'y adonne». À l'évidence, le choix des psaumes participe donc bien au travail de formation d'une réflexion pieuse sur l'histoire, d'une mémorisation utile des grands événements qui avaient marqué l'histoire de la Réforme, en invitant ceux qui les lisent à s'attarder sur la constance de ceux qui portent la parole du Seigneur et le réconfort qu'ils apportent par leur prédication.

La brève comparaison des deux calendriers, qu'il faudrait évidemment étendre à d'autres calendriers, sur une plus longue période, appelle plusieurs remarques. D'une part, les calendriers genevois sont évolutifs et intègrent progressivement les nouvelles informations qui leur parviennent ou les nouveaux événements, comme ici avec la mort de Jean Calvin entre les deux éditions. Petit à petit, les références historiques précises aux événements, français notamment, se multiplient, et les calendriers de la fin du XVI^e siècle et des débuts du XVII^e siècle en viennent à conserver le souvenir de presque tous les épisodes illustrés une ou deux générations plus tôt par Tortorel et Perrissin à côté de nombreux autres faits jugés significatifs. C'est dans ce redoublement, dans ces stratégies de compilation et de répétition, que peut se forger la conscience d'une l'histoire providentielle des réformés français, que peut s'inventer une manière particulière de lire l'histoire des troubles et de la vivre comme une actualité toujours présente, toujours possible. Mais il faut relever que les nouveaux protagonistes ne doivent leur irruption sur la scène de cette histoire qu'à leur mort. Parallèles en cela aux portraits de réformateurs – dont on a pu montrer que l'apparition est, à l'exception des luthériens, étroitement liée à la disparition physique et aux stratégies de pérennisation de leur enseignement développées par leurs successeurs¹⁵ – les calendriers huguenots fonctionnent ici comme des manières d'obituaire sans liturgie et sans clergé, comme des formes de commémoration des morts détachées de toute prière d'intercession. D'autre part, tout en s'adressant à un public francophone et en multipliant les références aux vicissitudes des guerres en France, les calendriers genevois ignorent volontairement les différences confessionnelles entre Églises issues de la Réforme et mentionnent avec une égale faveur, en apparence, Zwingli, Calvin, Bucer, Luther ou Jean Hus. En cela, et de façon qui annonce déjà ce qui sera un mode d'écriture de l'histoire des luthériens allemands dans la période de la guerre de Trente Ans¹⁶, ils façonnent un »protestantisme« qui dépasse largement la cause huguenote: ce sont les protestants dans leur ensemble, les Églises protestantes par-delà leurs

¹⁵ Olivier CHRISTIN, *Mort et mémoire. Les portraits de réformateurs protestants au XVI^e siècle*, dans: *Revue suisse d'histoire* 55 (2005), p. 383–400.

¹⁶ Sur cette question, voir Thomas KAUFMANN, *La culture confessionnelle luthérienne de la première modernité. Remarques de méthode*, dans: *Études germaniques* 3 (2002), p. 421–440.

divergences et leurs conflits, qui sont les protagonistes de cette histoire providentielle agie par Dieu. Ce choix, au milieu des années 1560, marquées par le renouveau des tensions entre luthériens et calvinistes, notamment dans l'Empire, ne doit, là encore, évidemment rien au hasard.

Cette conscience historique soigneusement entretenue, cette mémoire des anciennes souffrances et des anciennes espérances – inlassablement complétée, corrigée, actualisée – portent en elles de nouveaux conflits. Car dès le règne de Louis XIII, les calendriers s'attirent les critiques de catholiques, pour qui ils contreviennent directement aux injonctions de l'édit de 1598 en conservant la mémoire des troubles et en décrivant de manière jugée polémique les tribulations du peuple protestant à travers les persécutions et les violences. Un incident révélateur survient lors du synode national de Charenton en 1645, qui témoigne de la vigilance des autorités catholiques devant ces enjeux de mémoire et de leur souci d'ôter aux protestants, progressivement et au nom de la paix, la possibilité d'écrire leur histoire des troubles: le commissaire du roi chargé d'assister au synode, M. de Caumont, déclare en effet aux représentants protestants qu'il a

ordre de [les] informer que Leurs Majestés sont très-mal satisfaites, que contre cet article de l'Édit [de Nantes] qui a tant été recommandé, par lequel on mettoit en oubli tous les sujets de ressentimens, on a inséré dans le pseautier imprimé à Genève en 1635 ces paroles: »On assembla le detestable concile de Trente le quinzième jour de mars 1545¹⁷.

C'est précisément en relation avec ces productions pour l'essentiel imprimées et destinées, on le sait, à une circulation assez large que se comprend un second type de pratiques symboliques de fabrication et de conservation de la mémoire des troubles et de l'affrontement des Églises ou des partis à travers elles, y compris après la paix, lorsque l'oubli a été prescrit. L'insertion protestante dans le temps cyclique du calendrier d'événements contemporains en relation avec les conflits de la seconde moitié du XVI^e siècle (la mort de Calvin, la conclusion de la paix d'Amboise) ou d'événements très proches (la mort de Luther, la mort de Zwingli), que l'on destine par là à une commémoration répétée chaque année, a en effet un pendant catholique, à la fois immatériel et profondément inscrit dans les lieux mêmes des violences entre confessions sous la forme des processions anniversaires qu'instituent dans un assez grand nombre de villes les partisans de l'Église romaine. À Rouen, par exemple, les catholiques organisent, à partir de 1562, tous les 26 octobre une procession pour commémorer la reprise de la ville par les troupes royales et la fin du régime protestant¹⁸; à Toulouse, si l'on reprend le récit de Thomas

¹⁷ Cité par ENGAMMARE, *L'ordre du temps* (voir n. 14), p. 105.

¹⁸ Laurent BOURQUIN, *Les nobles, la ville et le roi. L'autorité nobiliaire en Anjou pendant les guerres de religion*, Paris 2001, p. 169.

Platter à la fin du siècle, »on organise depuis ce jour-là [l'échec en mai 1562 d'une tentative des protestants pour s'emparer de la ville] tous les ans une procession d'action de grâce« au cours de laquelle on porte les reliques de saint Sernin, qui visite ainsi sa ville et en reprend symboliquement possession¹⁹; à Angers, une procession commémorant également la victoire catholique existe de 1562 à 1593²⁰. Des processions similaires sont attestées à Dreux²¹, ou encore à Chartres, où l'échec des protestants lors du siège de mars 1568 fait l'objet d'une véritable entreprise commémorative, qui combine instauration d'une procession annuelle, pose – à l'initiative d'un conseiller au bailliage et siège présidial – d'une épitaphe, gravée sur le lieu où la brèche protestante dans les murailles avait été protégée par Marie, et érection d'une chapelle en l'honneur de la Vierge²². Fin août 1568, six mois après le siège, les échevins de la ville décident en effet d'ériger une pierre gravée:

Sur la remontrance faite par le Sr Hurré [Louis Huvé, échevin] pour mettre et engraver en l'une des pierres qui seront mises pour la restauration de la brèche faite durant le siège mis au commencement du mois de mars dernier devant la ville, a esté fait et dressé un épitaphe par Me Jean Grenet, conseiller au siège présidial, requérant pour cette cause aviser si ledit épitaphe sera engravé en la muraille, dont la teneur suit. Après la lecture qu'on en a donnée, il est ordonné que cet épitaphe sera gravé sur une pierre qui sera mise à ladite muraille²³.

La pierre devait porter un poème en hexamètres latins:

Siège de Chartres en l'an du Seigneur 1568, commencé la veille des Calendes de mars [29 février], levé au Ides [15 mars]

À la postérité

Tandis que la religion prétendue réformée jette la division entre les Français et répand partout les désordres de la guerre, la ville de Chartres subit un siège rigoureux, et ses

¹⁹ Le voyage de Thomas Platter 1595–1599 (Le siècle des Platter II), présenté par Emmanuel LE ROY LADURIE; texte traduit de l'allemand par Emmanuel LE ROY LADURIE, Francine-Dominique LIECHTENHAN, Paris 2000.

²⁰ BOURQUIN, Les nobles, la ville et le roi (voir n. 18), p. 169. Épisode en partie comparable au Mans, où la fuite »confusément et à la hâte« de protestants en 1562 coïncide avec le jour de la fête de la translation des reliques de sainte Scholastique et se trouve donc interprétée par les catholiques comme un miracle dont le souvenir va être durablement gardé: François DORNIC, Histoire du Mans et du pays manceau, Toulouse 1975, p. 123.

²¹ Françoise CHEVALIER, Les difficultés d'application de l'édit de Nantes d'après les cahiers de plaintes (1599–1660), dans: GRANDJEAN, ROUSSEL (dir.), Coexister dans l'intolérance (voir n. 4), p. 317.

²² André CHEDEVILLE, Histoire de Chartres et du pays chartrain, Toulouse 1983, p. 303–320.

²³ Registre des échevins, séance du 24 août 1568, Bibl. municipale de Chartres, ms SA 44 vol. I, fol. 339r–v. Je dois ces informations à Nicolas Balzamo, que je remercie vivement, et à son travail (master 1, université de Paris IV, sous la direction de Denis Crouzet) sur Chartres au XVI^e siècle.

murailles, aujourd'hui réparées, sont battues par le canon. Sous le commandement de Linières et grâce au dévouement d'une population fidèle, la ville fut préservée de toute dévastation: défendue par une poignée d'hommes, elle vit ses ennemis repoussés. Que cet exemple enseigne à nos fils et à nos descendants les plus lointains combien il est beau de combattre pour son roi, sa patrie, ses autels et ses foyers et de ne jamais reculer devant l'ennemi²⁴.

Quelques mois plus tard, et alors que l'anniversaire du siège approche, le chapitre général de la Purification Notre-Dame enrichit encore les formes de conservation de sa mémoire en ajoutant un volet proprement liturgique au travail politique des écritures exposées commandées par l'échevinage:

Après une longue délibération et suite au consentement unanime exprimé au dernier chapitre général de la Purification, le chapitre ordonne que l'on fera une procession générale le quinzième jour de mars, laquelle ira à l'église collégiale de Saint-André de Chartres, afin de rendre grâce à Dieu de la libération de la cité du siège mis par les ennemis²⁵.

Les processions de ce type constituent donc une des variables décisives de la sortie des guerres: non seulement elles perpétuent le souvenir des premiers affrontements de l'année 1562 (ou de 1568 dans le cas de Chartres) bien au-delà de ceux qui les ont conduits et vécus, mais elles contribuent également à une représentation de la ville en corpus chrétien sans cesse menacé et remerciant Dieu de l'avoir maintenu dans la vraie foi. Se réappropriant le territoire urbain par leurs pérégrinations, les foules catholiques déroulent ainsi devant les protestants qui peuvent subsister en ville le spectacle de la défaite de ces derniers, manifestent l'exclusion de fait de ceux-ci du corpus sacré de la ville comme communauté de prière et de salut unie dans une même foi et sous de mêmes protecteurs célestes, qui ont fait la preuve de leur efficacité et de leur diligence. Elles contrecarrent ainsi explicitement les principes des paix successives que la monarchie tente d'imposer, en entretenant le souvenir des troubles et de l'intervention céleste en faveur des catholiques et en donnant de l'identité collective de la ville une définition qui en exclut nécessairement les protestants: ici, au rebours de la sentence célèbre de Michel de l'Hôpital, l'hérétique n'est à l'évidence pas un citoyen, mais un élément étranger et inquiétant, dont il importe de conjurer, chaque année, la menace. Nulle surprise, du coup, de voir ces processions devenir occasions de nouveaux con-

²⁴ Rapporté par de nombreux auteurs, mais souvent de manière fautive, le texte latin a été exactement transcrit par Y. Delaporte à partir du monument original, conservé depuis 1935 dans la chapelle de Notre-Dame-de-la-Brèche (Y. DELAPORTE, *Souvenirs du siège de Chartres en 1568*, dans: MSAEL, vol. XVII, Chartres 1942, p. 103).

²⁵ Registres capitulaires, séance du 26 février 1569, G 435, pièce n. 39, fol. 1v. Nicolas Balzamo relève aussi des fondations pieuses pour commémorer le succès catholique du 15 mars 1568: la date devient celle d'une fête »double solennelle«, ce qui dit assez son importance dans la mémoire de la ville.

flits et de nouvelles violences – tournées cette fois contre ceux qui refusent de décorer leurs façades ou de cesser le travail – et surgir régulièrement devant les juridictions chargées du contentieux entre catholiques et protestants au sujet de l'application de l'édit de 1598.

L'inscription durable des conflits dans l'espace de la ville et l'écriture d'une histoire à la fois douloureuse et providentielle du sursaut catholique et du retour de la vraie foi se manifeste également dans la multiplication des pierres gravées, des écritures exposées, des monuments commémoratifs surchargés de légendes et d'explications historiques, des dispositifs pédagogiques et apologetiques destinés à conserver la mémoire des exactions des hérétiques lors des troubles, comme à Chartres. Malgré ses imprécisions, qui disent peut-être aussi les difficultés rencontrées par les contemporains pour le déchiffrement de cette mémoire monumentalisée, on peut ici encore suivre le récit de Thomas Platter, véritable amateur d'antiquités. Lorsqu'il arrive à Poitiers, en 1599, Thomas Platter remarque ainsi une inscription latine sur l'église Notre-Dame-la-Petite, dont il attribue la construction à Constantin : »L'effigie que la piété de Constantin avait érigée jadis en 346 / La rage de l'ennemi l'a jetée à terre en l'an 1562 / Le pieux abbé de cette église en chevalier fidèle l'a érigée à nouveau / [...] le tout en 1592«²⁶.

À Paris, il découvre, quelques mois plus tard, la pyramide érigée en mémoire de l'attentat perpétré en 1594 contre le roi par Jean Chastel, qui est, dit-il, »gravée d'inscriptions multiples [qui...] accusent les jésuites d'avoir inculqué certain enseignement à leur disciple«. Cette pyramide, construite en 1595 sur l'emplacement de la maison de Chastel rasée par décision du parlement, ne comportait en effet aucune effigie du souverain, mais multipliait les dispositifs rhétoriques et emblématiques capables de frapper les esprits et de combiner éloge du souverain et critique de la Compagnie de Jésus : sur les quatre faces, les vertus cardinales semblent avoir porté quelques-uns des insignes de la monarchie (couronne, sceptre, fleurs de lys, manteau fleurdelisé), mais l'essentiel résidait bien dans l'importance des textes gravés en lettres d'or sur le marbre noir, qui reprenaient en détail le récit des événements et l'arrêt de la cour de parlement condamnant Chastel. Discours éloquent qui s'adressait au passant (»écoute passant soit que tu sois étranger ou citoyen de la ville [...]. Moi qui suis aujourd'hui une haute pyramide étais autrefois la

²⁶ Le voyage de Thomas Platter 1595–1599 (voir n. 19), p. 588. Inscriptions relatives aux guerres et aux violences huguenotes, également dans l'église de Caudebec (Louis RÉAU, *Les monuments détruits de l'art français*, Paris 1959, t. II, p. 71) et dans la cathédrale de Bazas, dont les protestants demandent qu'elles soient effacées (Françoise CHEVALIER, *Les difficultés d'application de l'édit de Nantes*, dans : GRANDJEAN, ROUSSEL [dir.], *Coexister dans l'intolérance* [voir n. 4], p. 316). Inscription relative à la mort du consul Casaulx à Marseille, dans : *Le voyage de Thomas Platter 1595–1599* (voir n. 19), p. 252.

maison de Chastel, mais par ordre du parlement assemblé je fus ruinée de fond en comble en punition d'un crime [...]. Retire-toi passant, l'infamie surprenante qui rejaillit sur notre ville m'empêche d'en dire davantage»²⁷), parole efficace au cœur de la ville et des relations de pouvoir complexes entre le roi converti et le parlement. La pyramide voyait son discours redoublé par maints autres discours qui le commentaient, le répétaient et l'amplifiaient puisque, comme le dit un pamphlet publié après la destruction de la statue en 1605²⁸, »les pierres parlent«²⁹: des années plus tard, Antoine Arnauld en parle encore comme d'une »colonne plus honorable, plus glorieuse que celles de Trajan et d'Antonin«, et plusieurs gravures en perpétuent, loin dans les XVII^e et XVIII^e siècles, le souvenir.

D'autres sources témoignent de cette monumentalisation des mémoires et de la légitimité que les pouvoirs – urbains, parlementaires ou royal – entendent y puiser. En 1622, par exemple, Louis XIII commande à Michel Bourdin un monument funéraire en l'honneur de Louis XI pour remplacer celui qui a été détruit à Notre-Dame de Cléry par les protestants lors de la première guerre de religion³⁰. À Toulouse, les habitants pourraient avoir eu deux statues, l'une de Charles IX, érigée pour son tour de France royal, l'autre d'Henri de Navarre, chef du parti protestant, à laquelle ils auraient adressé »tous les outrages et moqueries possibles«³¹. Le plus révélateur se trouve toutefois peut-être dans les inscriptions ajoutées tardivement à des tableaux religieux ou profanes directement liés à la période des troubles et qui sont alors détournés de leurs fins initiales pour servir à la conservation de la mémoire des violences protestantes. On peut prendre deux exemples, hélas inégalement documentés. Le premier vient d'un ancien triptyque attribué à Jan Van Dornicke, actif à Anvers dans le premier tiers du XVI^e siècle, qui est

²⁷ Traduction française de Nicolas Petitpied en 1716, citée par Pierre WACHENHEIM, *La pyramide du Palais ou Henri IV représenté malgré lui: un épisode de la genèse de l'image du roi à l'aube du XVII^e siècle*, dans: Thomas W. GAEHTGENS (dir.), *L'image du roi. Fictions du pouvoir et stratégies visuelles 1500–1650*, Paris 2006, p. 57–76, dont je reprends la démonstration.

²⁸ Évocation de la destruction dans Corrado VIVANTI, *Guerre civile et paix religieuse dans la France d'Henri IV*, trad. fr., Paris 2006, p. 140.

²⁹ Anonyme, *Prosopopée de la pyramide du Palais*, s.l. n.d., citée par WACHENHEIM, *La pyramide du Palais* (voir n. 27), p. 65.

³⁰ RÉAU, *Les monuments détruits de l'art français* (voir n. 26), t. II, p. 78. Exemple plus précoce dans François LE MAIRE, *Histoire et antiquitez de la ville et duché d'Orléans, avec les vies des roys, ducs, comtes, vicomtes et baillifs...*, Orléans 1648, p. 273: »Les effigies de nostre Dame de Pitié et de la Pucelle estans de bronze qui avaient esté mises du règne de Charles VIII sur le Pont d'Orléans l'an 1458 ayans esté abbatues et rompues par les Huguenots aux troubles seconds 1567, furent refondues et ressoudées par Hector Lescot dit Jaquinot, le 9 octobre 1570 et remises sur le Pont«.

³¹ Récit de Platter à prendre avec prudence, *Le voyage de Thomas Platter 1595–1599* (voir n. 19), p. 546.

aujourd'hui au musée savoisien de Chambéry. Les actes iconoclastes du XVI^e siècle ont gravement endommagé l'ensemble, au point de conduire à la fin du siècle ou au début du XVII^e à d'importantes restaurations: le triptyque est alors remonté en panneau unique – sans volets latéraux ni charnières, même si l'ancienne forme se devine encore bien – et doté d'un cadre qui porte une inscription en latin et en français: «Voilà ce qui est resté de ceste rare pièce arquebusée et brisée par la rage des hérétiques» et, au-dessus du baldaquin, «Honneur en réparation pour ces perfidies»³². Certes, rien ne permet de rattacher cette restauration et cette diatribe aux guerres françaises de la seconde moitié du XVI^e siècle plutôt qu'à la crise iconoclaste que connaissent les Pays-Bas en 1566. Mais l'inscription latine en bas du cadre, *Olim quanta fuit sola ruina docet*, rappelle un autre tableau, étroitement lié au contexte français cette fois. Il s'agit du panneau, conservé au musée Gadagne de Lyon, et souvent désigné comme «le Sac des églises de Lyon par le baron des Adrets», alors même qu'aucun édifice lyonnais ou aucun indice ne plaide de manière décisive pour une telle localisation. Certaines analogies avec des gravures publiées dans les violents pamphlets de Saconnay ou certaines vignettes du «De Tristibus», constituent peut-être des éléments de preuve; certains documents d'archives, qui décrivent les procédures mises en œuvre dans le pillage des églises lyonnaises en 1562, et notamment la présence de libraires et de notaires pour évaluer et enregistrer la valeur des biens saisis, s'accordent éventuellement avec ces indices: il reste pourtant que le titre sous lequel le tableau est connu repose avant tout sur les inscriptions – postérieures – que l'on peut déchiffrer en haut et en bas. On lit notamment, en latin, «que les dogmes impies de Calvin ne causent que vol et meurtre, c'est ce qu'enseigne la peinture des ruines de Lyon», dans une répétition, pour la seconde partie du texte, presque mot à mot de l'inscription du retable de Chambéry³³. Les ruines elles-mêmes, soigneusement restaurées et légendées pour porter la mémoire des violences dont elles furent l'objet, grossissent ainsi la foule des témoins de la fureur des guerres, bien après les injonctions à l'oubli de la paix de 1598.

³² Voir Olivier CHRISTIN, notice 175 du catalogue de l'exposition du Bernisches Historisches Museum et du musée de l'Œuvre Notre-Dame de Strasbourg, dans: Cécile DUPEUX, Peter JEZLER, Jean WIRTH (dir.), *Iconoclasme. Vie et mort de l'image médiévale*, Berne, Strasbourg, Zurich 2001, p. 348–349.

³³ Olivier CHRISTIN, *Le sac de Lyon (1562) et l'iconoclasme lyonnais*, dans: *L'art et les révolutions. Actes du XVII^e congrès du CIHA, Strasbourg 1989*, p. 139–150.

Pardon, amnistie et oubli

L'édit de 1598 n'est donc pas la fin de l'histoire et le triomphe d'un oubli d'autant plus immédiat et total qu'il aurait été unanimement souhaité par tous ou presque. Au contraire, ses dispositions mêmes et celles des articles qui l'accompagnent, notamment en matière de culte de possession, poussent catholiques et protestants vers de véritables guerres de papier pour établir ou récuser la présence d'un exercice public du culte protestant. L'article 9 autorise celui-ci, en effet, là »où il a été fait publiquement par plusieurs et diverses fois en l'an 1596, et en l'année 1597, jusqu'à la fin du mois d'août«; l'article 10 ajoute qu'il pourra être établi ou rétabli en toutes villes et places où il a été établi, ou dû être par l'édit de pacification fait en l'année 1577 [paix de Bergerac], articles particuliers et conférence de Nérac et Fleix. Loin de tirer un trait sur la passé et d'en abolir jusqu'au souvenir, l'édit s'oblige à des précisions décisives sur l'histoire des troubles et sur la chronologie des pacifications, et oblige, du même coup, les adversaires à devoir établir sur l'histoire leurs prétentions. Les commissaires d'application de l'édit examinent en effet en détail les preuves que produisent les adversaires, écrites et orales, et vont jusqu'à regarder les registres des consistoires ou à dénombrer les familles protestantes. Lorsqu'ils siègent à Grenoble en décembre 1599, par exemple, ils reçoivent ainsi une longue requête des catholiques de Buisles-Baronnies, qui veulent attester »qu'en l'année 1577 il n'y avoit aulcung exercice de ladite religion dans ladite ville«³⁴ et »qu'à présent ny long temps auparavant il n'y a eu aucun ministre ne presche dans ledit Buys«. Plus de vingt ans plus tard, les rédacteurs protestants du cahier de doléances de Loudun se plaignent encore des embûches que les juges catholiques dressent devant eux dans ces affaires:

alors qu'il est question de prouver que l'exercice de ladite religion a esté fait en quelque lieu pour y estre restably suivant l'article neuvième de l'Édit de Nantes, sy les juges voyent qu'il a preuve par escript ils la rejettent et astreignent ceux de ladite religion à faire ladite preuve par tesmoignage seulement et lors qu'ilz la peuvent faire par tesmoignage leur ordonnent de la faire seulement par escript.

L'histoire des guerres et la conservation aussi exacte que possible de leur mémoire locale devient ainsi paradoxalement l'un des passages obligés du travail de la pacification et l'un des moyens nécessaires à l'application véritable de l'édit pour les minorités protestantes.

C'est du coup en rappelant – même sommairement – les modes et les enjeux de l'édification de consciences historiques propres aux partis politico-confessionnels pendant les troubles et au cours de la difficile sortie de ceux-

³⁴ Élisabeth RABUT, *Le roi, l'église et le temple. L'exécution de l'édit de Nantes en Dauphiné*, Grenoble 1987, p. 127.

ci, en décrivant aussi les formes particulières de l'éternisation de la mémoire des guerres portées par des acteurs aux intérêts dissemblables que l'on comprend quelques-unes des dispositions de l'édit de 1598 et de ses annexes, qui cherchent, à l'évidence, à désarmer par anticipation les entreprises qui pourraient contredire ou entraver la prescription de l'oubli. En effet, comme l'a montré Mark Greengrass, »dans quatorze de quatre-vingt-douze articles enregistrés par le parlement de Paris, cette notion de pardon général est amplifiée, fortifiée et précisée«³⁵: non seulement, ceux qui s'emploieraient à »renouveler la mémoire« des guerres sont passibles de poursuites (art. 2), mais les »sentences, jugements, arrêts et procédures« contre les protestants depuis la mort d'Henri II sont »cassés, révoqués et annulés« et »ils seront rayés et ôtés des registres des greffes des cours, tant souveraines qu'inférieures«. Le souverain exige aussi, par le même article (art. 58) que soient

ôtées et effacées toutes marques, vestiges et monuments de ces exécutions [de justice], livres et actes diffamatoires contre leurs personnes, mémoire et postérité, et que les places où ont été faites pour cette occasion démolitions ou rasements soient rendues en tel état qu'elles sont à leurs propriétaires.

Les dispositions de l'édit, la double obligation d'amnésie et d'amnistie qu'elles instaurent, sauf cas »exécrables«, comme »ravisement et forçement de femmes et filles, brûlements, meurtres et voleries par prodicion et guet-apens« notamment (art. 86), ne s'épuisent donc pas dans un discours à la fois très ample et très flou, qui conjuguerait oubli et pardon. Elles renvoient, au contraire, à des pratiques politiques, juridiques et rhétoriques précises, à des enjeux concrets et parfaitement identifiés par les rédacteurs de l'édit et par ceux qui auront, dans les provinces, la charge de l'appliquer et de l'imposer à des acteurs tiraillés entre aspiration à la paix et construction mémorielle. Loin d'un discours vague sur la réconciliation dans lequel viendraient se confondre des éléments et des ressources finalement hétérogènes – la grâce royale, l'amnistie de certains crimes, sous condition, le pardon chrétien comme nécessité de redressement de la religion et du retour à la vie en commun des deux confessions dans un système qui tourne le dos au *cujus regio* et multiplie les lieux de coexistence, la destruction des actes de justice et des vestiges des exécutions – ces dispositions s'incarnent dans des théâtres précis où les agents de la paix vont devoir les mettre en œuvre et les justifier.

Le premier de ces théâtres où s'expérimente l'injonction de l'oubli imposé aux anciens adversaires – et surtout aux cours de justice qui auraient pu être saisies par ceux-ci pour transformer la guerre armée en querelle judiciaire

³⁵ Mark GREENGRASS, Amnistie et oubliance: un discours politique autour des idées des édits de pacification pendant les guerres de religion, dans: Paul MIRONNEAU, Isabelle PEBAY-CLOTTES (dir.), Paix des armes, paix des âmes, Actes du colloque tenu au château de Pau, Paris 2000, p. 113–123.

bien après la pacification officielle –, c'est évidemment celui de l'éloquence obligée des agents chargés par le roi de veiller à l'application des édits de paix successifs. Devant les parlements de province, les chambres de justice établies plus ou moins durablement dans telle ou telle région, ces commissaires pour la pacification des troubles, ces avocats du roi ou ces présidents de parlement doivent ainsi user des ressources de la parole efficace pour convaincre les officiers locaux de faire de la justice un instrument de la paix et non celui de la prolongation de la guerre après la guerre. La tâche n'est certes pas aisée: elle consiste à obliger ces officiers à adopter une politique de l'amnistie qui éteigne rapidement les «vengeances privées» est aussi à les inviter à renoncer à une partie de leurs prérogatives et de leurs possibles initiatives, sans doute parce que le souverain estime alors que «les juridictions ordinaires étaient incapables de faire respecter les dispositions d'apaisement et de tolérance»³⁶. Des efforts déployés par les partisans de la paix pour justifier l'amnistie et la faire entrer dans la pratique des tribunaux eux-mêmes, le discours d'Antoine Loisel en 1584 devant la chambre de justice de Guyenne ou ceux de Rabot d'Illins à Grenoble constituent des exemples désormais bien connus. Dans les deux cas, la parole éloquente au service de l'oubli est d'abord déploration des ravages de la guerre, décrite comme une maladie du corps de l'État, secoué de fortes fièvres et de «mauvaises humeurs» (Loisel), et auquel il faut appliquer promptement les remèdes³⁷. Chez Rabot d'Illins, premier président au parlement de Grenoble, l'invitation à l'amnésie ne surgit ainsi qu'au terme d'une longue démonstration d'histoire qui doit en montrer la nécessité. Il rappelle que les provinces du royaume – et plus particulièrement celle du Dauphiné – ont été au cours des troubles qui précèdent la pacification de 1598 «comme atterrées et accablées par le pesant fardeau de toute espèce de misère, desolation, et portées à ung doigt pretz de leur ruine par les partialitez et divisions»³⁸. Dans la même harangue, prononcée en novembre 1599 aux habitants de Crest, Rabot d'Illins estime

³⁶ Francis GARRISSON, *Essai sur les commissions d'application de l'édit de Nantes*, Montpellier 1964, p. 45. Remarque proche chez Raymond Mentzer, qui estime que ce n'est que progressivement que les magistrats provinciaux vont accepter l'idée d'amnistie et accepter de la mettre en pratique, *Id.*, *L'édit de Nantes et la chambre de justice du Languedoc*, dans: GRANDJEAN, ROUSSEL (dir.), *Coexister dans l'intolérance* (voir n. 4), p. 335.

³⁷ Mark GREENGRASS, *Amnistie et oubliance*, passim et Hugo POULET, *Mettre en oubli: Une approche des pratiques d'«oubliance» dans la confédération des cantons suisses*, mémoire de master, université de Lyon II-ÉNS-SH, 2005–2006.

³⁸ Stéphane GAL, *Grenoble au temps de la Ligue. Étude politique, sociale et religieuse d'une cité en crise (vers 1562–vers 1598)*, Grenoble 2000. Voir aussi, du même auteur, son édition judicieuse des harangues de Rabot d'Illins, *Id.*, *Le verbe et le chaos: les harangues d'Ennemond Rabot d'Illins premier président du parlement du Dauphiné (1585–1595)*, Grenoble 2003.

encore que »si par la calamité des guerres civiles et intestines son naturel [de la France] a esté aulcunement altéré ou devenu farouche, il fault qu'elle reprenne les brizées de son ancienne loyaulté et cordialle amour à son roy et prince souverain«. À Vienne, quelques jours plus tard, il convoque les exemples »de Babylone, de Perse et de Graece« pour montrer que »la source de l'éversion et ruine des plus grands et florissantz empires, royaulmes est estatz de l'univers ne peult estre rapportée qu'à la discorde et division«.

Mais cette leçon éloquente de l'histoire – que l'on retrouve en partie chez Loisel – ne vaut que si elle accompagne l'administration des bons remèdes, que ces discours ont justement pour ambition de désigner. En 1595, pour un projet d'entrée du roi dans la ville de Lyon, Pierre Matthieu avait jugé »qu'il semble pour maintenant que la justice soit impuissante et débile, et qu'il ne soit pas bon d'user des remèdes durant les plus forts accès de ces fièvres continues qui affligent ce corpus politique«, mais que »le temps qui assaisonne les choses luy [au roi] remettra le glaive et la balance en main, sans que pour cela les méchans puissent prescrire leur méchanceté«³⁹. Trois ans plus tard, la reconstruction henricienne et l'instauration de la paix s'engagent pourtant sur d'autres chemins, passant, au contraire, par la modération des remèdes – qu'il faut doux en raison de la violence des fièvres passées et de la faiblesse du malade – et la multiplication des amnisties et des amnésies consenties en échange du retour des anciens ligueurs à l'obéissance royale.

Et c'est là, sans aucun doute, le deuxième terrain sur lequel se déploie la politique de l'oubli et de l'amnistie; dans la multiplication des grâces individuelles ou des pardons, qui suspendent les poursuites, comme dans le cas de cet augustin qui reçoit le pardon royal en 1607; dans l'activation ou la réactivation de multiples liens de clientèle, structures de patronage et d'enrôlement, réseaux de relations où les anciens adversaires du roi peuvent rejoindre ses partisans et témoigner de leur fidélité nouvelle; dans la succession des accords au terme desquels des villes ligueuses et de grands seigneurs révoltés se soumettent à l'autorité du Bourbon au terme de négociations plus ou moins longues et plus ou moins ouvertes⁴⁰. Or l'»oubliance« qu'invoquent les édits de pacification s'avère, dans les faits, à la fois très variable et très progressive, constituant justement par là un instrument décisif entre les mains du roi et une forme originale de captation des outils légitimes de la violence symbolique au détriment de tous les autres acteurs, notamment dans la sphère judiciaire. À Amiens, par exemple, les »bons articles accordez par sa Majesté« pour le retour de la ville sous son autorité au cours de l'été 1594 confirment les anciens ligueurs et les anciennes créatures de Mayenne dans leurs bénéfices.

³⁹ LIGNEREUX, Lyon et le roi (voir n. 10), p. 92–113 sur les Grands Jours de Lyon.

⁴⁰ Michel CASSAN, La réduction des villes ligueuses à l'obéissance, dans: Nouvelle revue du XVI^e siècle 21/22 (2004).

ces et offices et promettent l'absence de poursuite judiciaire, sous réserve de la restitution des biens extorqués⁴¹: le succès royaliste se fait ici presque sans coup férir, en attendant le revirement de 1597. À Angers, en revanche, en 1598, la radicalisation de la Ligue et la mauvaise réputation de certains de ses protagonistes, les frères de Saint-Offange, que nombre de contemporains tiennent pour avoir commis les exactions qui seront exclues quelques mois plus tard de l'amnistie par l'article 86 de l'édit de Nantes, conduisent le roi à procéder d'une autre façon, en n'accordant à ces deux gentilshommes que des lettres de rémission⁴². Même choix de la part du roi au sujet de Pierre Le Cornu, qui contrôle la ville et la garnison de Craon, à qui il accorde en février 1598 une lettre de rémission. Ces pardons concédés comme à des criminels qui, ayant reconnu la gravité de leurs offenses, implorent les «bonté, clémence et miséricorde» du souverain sont en apparence très éloignés des articles négociés avec des villes entières et de grands seigneurs: ils confirment toutefois eux aussi que »le monarque représentait la seule incarnation de la justice royale« et que la pacification ne reposait, en dernière instance, que sur sa volonté⁴³.

L'amnistie ou le pardon pouvaient donc parfaitement s'accompagner de poursuites ciblées et de l'éviction de certains des anciens adversaires⁴⁴, et ne produire leurs effets qu'au terme de plusieurs années d'un long travail de conversion et de reconversion imposé aux protagonistes des troubles à travers de multiples canaux. Conservation ou réintégration dans les corps de ville – chamboulés ou préservés dans leurs antiques libertés – gratifications financières honorifiques, insertion pour les anciens ligueurs dans des confréries où ils pouvaient retrouver les catholiques royaux, comme à Rouen, furent ainsi quelques-uns des visages du retour des anciens ennemis à l'obéissance du roi.

L'oubli n'est donc pas une fiction inventée par le roi pour couvrir d'un manteau d'ignorance volontaire ce qui ce serait déroulé pendant les guerres: il est expression de son autorité, manifestation de sa puissance souveraine en matière de loi et de justice, mais aussi revendication de la part des acteurs des troubles, demande explicite, souhait négocié. À Albi, par exemple, après le départ de la garnison de Joyeuse, l'évêque de la ville peut enfin faire son entrée solennelle et prendre possession de son bénéfice: il est accueilli par une harangue du second consul qui lui souhaite la bienvenue,

⁴¹ Olivia CARPI, *Une République imaginaire. Amiens pendant les troubles de religion (1559-1597)*, Paris 2005, p. 207-209.

⁴² BOURQUIN, *Les nobles, la ville et le roi* (voir n. 18), p. 217-218.

⁴³ Ibid., p. 219, 235.

⁴⁴ Voir ici l'analyse des procès portés devant la chambre de l'édit du parlement de Paris au début du XVII^e siècle, par Diane-Claire MARGOLF, *Adjudicating Memory. Law and Religious Difference in Early Seventeenth Century France*, dans: *Sixteenth Century Journal* 27 (1996), p. 99-418.

en espérant lesd. habitants que tout ainsi que led. Seigneur evesque a bénignement céri [chéri] et embrassé aulcung de ceulx qui l'avoient peu provoqué à un juste courroux, il uzera de mesme faveur et grâce envers ceulx qui restant et mettre sous le manteau d'oblivion les fautes passées⁴⁵.

L'oubliance vient ainsi retisser les réseaux de fidélité et les formes traditionnelles d'allégeance mis à mal par les guerres civiles, dans lesquelles chacun s'oubliait et oubliait ses devoirs: en cela, elle constitue un outil de reconquête politique, qui ramène vers le roi nobles rebelles et villes ligueuses. La clémence du roi, en effet, oblige ceux qui en bénéficient et crée, à l'endroit de celui-ci, un nouveau système de dette et de clientèle. Mais elle n'oblige pas en retour le roi et ses partisans à renoncer à la dénonciation des crimes de la Ligue et des calamités de la guerre. Tout se passe donc comme si les clauses d'oubliance de l'édit de Nantes n'avaient pas pour fonction d'effacer jusqu'au souvenir du passé et de recouvrir d'un voile d'ignorance volontaire un demi-siècle de guerres, mais bien de créer les conditions d'un monopole royaliste du discours légitime sur celles-ci⁴⁶, qui invalide, par anticipation, les autres interprétations qui pourraient en être offertes par ceux qui n'auront pas su ou pas voulu accepter l'amitié royale, abandonner leurs anciennes préventions et, surtout, couper les liens qui les unissent encore aux morts pour leur cause dont ils pensent encore être les débiteurs. Le roi peut ainsi se considérer comme libre d'accorder son «amitié royale» ou une simple grâce, libre de rétribuer ceux qui le rejoignent, libre de restaurer les monuments de la monarchie détruits au cours des guerres ou de faire, en 1605, raser la pyramide du Palais.

⁴⁵ Jean-Louis BIGET (dir.), *Histoire d'Albi*, Toulouse 1983, p. 176.

⁴⁶ À la fin des troubles, les victoires du roi sont ainsi célébrées par des *Te Deum* au cours desquels le récit des événements était fait au public: à ce sujet, voir Michèle FOGEL, *Les cérémonies de l'information dans la France du XVI^e au XVIII^e siècle*, Paris 1989.